



**Communiqué  
Ensemble !  
du 17-12-2013**

## **10 centimes de plus pour le Smic : même pas une aumône !**

Le Smic à 9,53 euros à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 : voilà le sort réservé à 3 millions de salariéEs suite à la réunion de la Commission Nationale de la Convention Collective (CNCC). Mensuellement cela fera 12 euros de plus : 1132,75 euros au lieu de 1120,43.

Ce mépris devient une tradition, quel que soit le gouvernement : une seule fois depuis 2007, en juillet 2012, l'augmentation du Smic a été supérieure à la hausse dite *légal*e. Le comité de cinq économistes qualifiés d'experts pour justifier cette aumône invoque la situation de l'emploi. C'est ainsi que l'on voit à quel point le chômage permet au patronat de tirer les salaires vers le bas. Pourtant, le gouvernement Ayrault a fait un cadeau supplémentaire de 20 milliards d'euros aux patrons pour renforcer, paraît-il, la compétitivité de leurs entreprises.

Les sous-traitants, PME diverses, sont pressurés par les donneurs d'ordres ? Qu'on les oblige à revoir toutes ces relations entre les entreprises : il est honteux de servir ainsi la propagande du Medef.

Autre argument utilisé : le Smic français serait dans le haut du panier au niveau européen. On ne saurait mieux illustrer la nécessité d'une bataille d'ampleur en Europe pour aligner les droits sociaux sur la législation sociale la plus avantageuse pour les salariéEs.

Le ministre du Travail, M. Sapin, ose même dire que compte tenu d'une inflation à 0,6%, il y aurait un petit plus.

Qui peut espérer nous faire croire de telles sornettes, alors que l'augmentation de la TVA au 1<sup>er</sup> janvier va réduire à néant la hausse du Smic. Même pas un gouvernement prétendu « de gauche ».

Il est grand temps pour nos gouvernants d'admettre que moins de 1200 euros par mois ne peuvent permettre de vivre dignement. Le gouvernement doit aussi revaloriser immédiatement l'ensemble des minima sociaux pour les retraitéEs, les handicapéEs, les chômeuses et chômeurs en fin de droits !

Au moment où les grandes entreprises du CAC 40 versent 60% de leurs bénéfices aux actionnaires, le gouvernement devrait améliorer le sort de 3 millions de salariéEs pour imposer ces revalorisations dans tous les secteurs d'activité plutôt que de céder aux exigences du MEDEF.

La lutte pour l'augmentation des salaires est une nécessité.

Pour lutter contre les bas salaires et refuser la crise de la logique libérale, c'est un Smic à 1700 euros tout de suite !

***Ensemble ! Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire***

« Ensemble ! Mouvement pour une Alternative de Gauche, Écologiste et Solidaire » est un nouveau mouvement politique dans le Front de Gauche qui œuvre à la transformation de celui-ci en force politique et au rassemblement le plus large dans les mobilisations et dans les urnes pour une alternative politique à l'austérité, au capitalisme et au productivisme. **Construisons Ensemble, construisons le Front de Gauche !**



**[www.ensemble-fdg.org](http://www.ensemble-fdg.org)**